

## Nouveaux modèles économiques et innovation sociale : une opportunité pour une meilleure Europe

Le Comité économique et social européen (CESE) a organisé une conférence sur le thème « Les nouveaux modèles économiques et l'innovation sociale : une opportunité pour une meilleure Europe », le 23 février 2017 à Bruxelles. En tant que partenaire du projet [SIMRA](#) (sur l'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées), Euromontana a assisté à la conférence pour collecter des bonnes pratiques et établir des liens entre les résultats SIMRA et les concepts présentés lors de l'événement.

La conférence a été divisée en quatre parties: une introduction aux différentes positions du CESE sur l'économie fonctionnelle, l'économie collaborative et l'économie de partage ; suivie de présentations de bonnes pratiques ; puis d'une discussion sur la manière de favoriser la collaboration et notamment par l'innovation sociale ; et enfin, la réponse de Bruxelles avec des représentants de la Commission européenne (DG GROW, DG ENV, DG CONNECT) et des services de recherche du Parlement européen.

### Qu'est-ce que l'économie de partage et les autres nouveaux modèles économiques ?

Les nouveaux modèles économiques tels que l'économie fonctionnelle, collaborative ou de partage, présentés dans le tableau ci-dessous, ont en commun leurs attributs de coordination pair-à-pair et de participation de masse. Idéalement, ces nouvelles économies sont des mouvements inclusifs pour apporter le choix au niveau des citoyens et démocratiser les sociétés, dans ce qui peut être qualifié de « capitalisme basé sur les foules ». Certains exemples appliqués de ces modèles sont célèbres tels que Airbnb et Blablacar. Blablacar est une plate-forme de covoiturage pair-à-pair opérant principalement en Europe. Airbnb est une plate-forme mondiale où les individus peuvent mettre en location leur maison (ou une partie de) pour l'hébergement touristique. D'autres exemples présentés pendant la conférence mais moins célèbres incluent Goteo (plate-forme commune de crowdfunding), Wheeliz (même concept que Blablacar mais adapté aux personnes handicapées avec fauteuils roulants) et RefugeesWelcome (même concept que Airbnb ciblant spécifiquement les réfugiés).

*Description et comparaison des économies fonctionnelle, collaborative et de partage (Source : Euromontana)*

	<b>Economie fonctionnelle</b>	<b>Economie collaborative</b>	<b>Economie du partage</b>
<b>Définition</b>	Accent sur la fonction du produit plutôt que sur le produit lui-même. L'économie fonctionnelle considère comment le produit peut être <b>utilisé</b> de manière plus efficace.	Système économique lié aux relations sociales et intégré dans les communautés, qui émerge d'une dynamique démocratique et participative.	Système économique basé sur le partage de biens ou de services sous-utilisés, gratuitement ou moyennant des frais, directement auprès de particuliers utilisant des plates-formes en ligne.
<b>Concepts liés</b>	Éco-conception des produits, économie circulaire, économie collaborative, économie du bien commun, économie du partage	Economie de l'accès, économie de la faible demande, économie des cadeaux, monnaies virtuelles et sociales	Économie collaborative, économie sociale ou inclusive, économie circulaire, économie de solutions, économie de plateforme, économie horizontale, économie verte / bleue
<b>Risques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Taux de consommation et de renouvellement du produit</li> <li>▪ Augmentation du contrôle externe sur les consommateurs</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Insécurité de l'emploi et droits du travail,</li> <li>▪ Évasion fiscale,</li> <li>▪ Changement de valeur ajoutée des acteurs industriels vers les propriétaires de plates-formes numériques,</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Droits des travailleurs</li> <li>▪ Protection des données et confidentialité des parties prenantes</li> <li>▪ Droits sociaux</li> <li>▪ Concurrence déloyale et lutte contre les monopoles et les pratiques anticoncurrentielles</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ L'insécurité économique peut accorder un accès inégal aux biens et services</li> <li>▪ Capture de valeur par certaines plates-formes, confidentialité, optimisation ou évitement fiscal, concentration du marché</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Utilisation abusive des données personnelles (transparence, non-discrimination, etc.)</li> <li>▪ Abus de confiance</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Légalité des opérations de plate-forme et responsabilité dans le contexte des transactions</li> </ul>
<b>Lien avec l'innovation sociale</b>	Émergence du concept de "prosommateur" - producteur et consommateur	Initiatives numériques fondées sur la gouvernance démocratique, solidaire et inclusive	Concept non fondé sur la propriété ou la copropriété des biens, mais sur l'utilisation groupée
<b>Exemples</b>	Ikea, Xerox, FairPhone,	EBay, Craigslist, Velib', Indiegogo, Bitcoin, ...	Airbnb, Couchsurfing, Umcoche, Karzoo, Blablacar, Liftshare, ...

### Qu'en est-il de l'innovation sociale dans ces nouveaux modèles économiques ?

L'innovation sociale peut servir de carburant à l'économie, grâce à l'investissement social. La rentabilité économique de l'économie sociale ne semble plus à prouver, d'après les estimations utilisées par la Commission européenne, le volume du commerce mondial caché sous la bannière de l'économie de partage s'élevait à USD 3,5 milliards en 2013, avec un taux de croissance annuel de 25% - mais les dérives sociales relatives à ces nouvelles pratiques économiques doivent être adressées.

Diverses définitions de l'innovation sociale ont été entendues lors de l'événement tels que « *des personnes ayant des idées pour aider d'autres personnes, avec ou sans technologie* » ou « *nouvelles idées qui répondent aux besoins sociaux et créent de nouvelles formes de collaboration* ». Le projet SIMRA a également sa propre définition de l'innovation sociale : « *La reconfiguration des pratiques sociales en réponse aux défis liés à la société, à l'économie ou à l'environnement, fondés sur des idées et des valeurs nouvelles, notamment la création de nouvelles institutions, réseaux et contrats de gouvernance, en particulier mais pas exclusivement pour les groupes défavorisés et en reconnaissant la probabilité de compromis entre les intérêts et les résultats concurrents. Même si ces pratiques peuvent inclure des institutions diverses, elles incluent nécessairement l'engagement volontaire des acteurs de la société civile.* »

### Quels sont les risques inhérents à ces nouveaux modèles économiques ?

Même si ces nouveaux modèles économiques ont rapidement pris de l'ampleur et sont de nos jours largement utilisés, dans la mesure où ils sont considérés comme de nouveaux modèles économiques, il est temps de penser à quel genre de risques ils comportent et comment les empêcher. En effet, tout ce que l'on qualifie d'innovation n'est pas nécessairement un progrès et n'implique pas automatiquement le bien-être social. Il est important de considérer comment la démocratie et la gouvernance peuvent être pris en compte dans ces modèles et comment l'imposition s'applique à ces activités, par exemple. En outre, si tous ces modèles reposent sur une plate-forme en ligne, l'écart de connectivité entre les zones urbaines et les zones rurales marginalisées doit être soigneusement étudié afin de ne pas créer de situation d'exclusion. Enfin, des mesures doivent être prises pour protéger les données personnelles des utilisateurs et s'assurer que les gestionnaires de plate-forme connaissent les obligations en matière de protection du consommateur.

Tous les nouveaux modèles économiques ont en commun leur positionnement des besoins de l'individu comme priorité, et notamment le besoin d'avoir le meilleur service sur mesure pour le prix le plus bas. Les entreprises qui connaissent la croissance la plus rapide sont les entreprises basées sur

l'utilisateur (« économie de plate-forme »). Cependant, un unique ensemble de règlements ne sera pas suffisant pour tous les nouveaux modèles commerciaux, les entrepreneurs attendent des conseils juridiques et des recommandations politiques adaptés, car ils sont conscients du potentiel de croissance perturbateur qu'ils pourraient créer. D'un côté, c'est une opportunité pour les institutions européennes et les autorités de gestion d'intégrer la transition vers une économie plus verte dans un modèle d'entreprise avec ces pratiques qui incluent les transactions locales, moins de consommation, etc. La politique européenne en matière d'efficacité énergétique pourrait être élargie à l'efficacité d'utilisation des ressources grâce à une meilleure gestion des déchets, à l'éco-conception, à l'utilisation de matières premières secondaires dans la symbiose industrielle, etc.

Pour en revenir à l'individu, l'économie sociale a beau être un sujet d'actualité, mais l'inclusion sociale l'est également et les deux doivent pouvoir être conciliées. Un atelier organisé par le Réseau Européen pour le Développement Rural (ENRD) le 9 février 2017 à Bruxelles et intitulé « Nœuds sociaux en Europe rurale » a abordé la question de l'inclusion sociale dans les zones typiques où ces nouveaux modèles économiques ne font pas encore partie de la vie quotidienne. Les principaux moteurs de l'inclusion sociale identifiés au cours de l'événement suite à des présentations d'exemples ont été les mesures de développement rural (mises en œuvre par les groupes d'action locaux) et les réseaux ciblés (comme le projet ACORNS pour les femmes entrepreneurs en Irlande). C'est seulement grâce à des structures formalisées et à des investissements ciblés que les nouveaux modèles économiques apparaissent comme une solution collective et participent au développement rural. L'événement ENRD a ciblé des catégories de population spécifiques, à savoir les femmes, les migrants et les réfugiés, les jeunes et les Roms, et vous pouvez trouver plus d'informations et de bonnes pratiques en suivant ce [lien](#). De nombreux autres exemples d'innovation sociale dans les zones rurales marginalisées seront disponibles sur la base de données SIMRA.

### *Recommandations du CESE*

Le CESE appelle la Commission européenne à mieux définir tous ces différents concepts économiques et à être prudente quant à leur développement et aux répercussions juridiques que cela pourrait avoir sur les entreprises, la sécurité d'emploi, les droits des travailleurs, l'évasion fiscale, etc.

Ainsi, le CESE appelle en particulier la Commission à prêter attention aux plates-formes numériques, à réglementer et à harmoniser leur activité et à assurer des conditions de concurrence équitables basées sur la transparence, l'information, l'accès non restreint, la non-discrimination et l'utilisation appropriée des données. Les nouveaux modèles commerciaux doivent être conformes aux législations nationale et communautaire applicables. Les droits de tous les partenaires opérant dans l'économie de partage, y compris les « prosommateurs », doivent être protégés en adaptant ces relations aux acquis existants dans l'UE en termes de droits des consommateurs. L'UE doit définir de manière urgente un cadre juridique clair et transparent dans lequel ces activités devraient être développées et mises en œuvre dans l'espace européen (par exemple via un paquet législatif), ainsi qu'une méthodologie spécifique pour réglementer et mesurer une nouvelle économie avec des normes différentes, la valeur de la confiance jouant notamment un rôle important. Le CESE recommande qu'une structure horizontale permanente soit créée pour analyser ces phénomènes émergents.

D'autres recommandations incluent une étiquette indiquant les impacts environnementaux, sociaux, économiques ou autres du produit ou du service acquis par l'approche de l'économie fonctionnelle d'accès ou d'utilisation plutôt que de propriété. Dans cette optique, il est essentiel que les informations fournies par les entreprises soient précises et dignes de confiance, et des autorités doivent être désignées et des mécanismes instaurés pour garantir cela aux yeux des consommateurs. En outre, le CESE recommande aux États membres et aux parties prenantes de promouvoir une consommation responsable dès le plus jeune âge, lorsque les enfants sont encore à l'école. De manière plus

générale, le CESE recommande d'intensifier le rythme de la recherche et des réalisations pour des nouvelles méthodes de production et de consommation liées à l'économie fonctionnelle. Enfin, la régionalisation de l'économie fonctionnelle pourrait permettre de relever les nouveaux défis du développement régional durable en expérimentant de nouveaux modèles économiques.

L'exemple récurrent des risques induits par ces nouvelles entreprises est la société de services de transport Uber. Pour plus de bien-être, plutôt que plus de profits, la croissance devrait être orientée par les valeurs était la conclusion du maître de conférences, Diego Isabel de la Moneda, Directeur du Global Hub for the Common Good.

### *Pour en savoir plus*

- Avis du CESE :
  - [Sur l'économie collaborative](#) (15 décembre 2016)
  - [Sur l'économie fonctionnelle](#) (15 décembre 2016)
  - [Sur l'économie de partage et l'autorégulation](#) (26 mai 2016)
  - [Sur le paquet économie circulaire](#) (28 avril 2016)
- Site web de l'[Institut européen de l'économie de fonctionnalité et de la coopération](#)
- Site web du projet [SIMRA](#)

---

*Pour plus d'informations, veuillez contacter :*

*Lauren Mosdale, Chargée de Projets*

[lauren.mosdale@euromontana.org](mailto:lauren.mosdale@euromontana.org)

*T : + 32 2 280 42 83*

*Pl du Champ de Mars 2, B- 1050 Bruxelles, Belgique*

[www.euromontana.org](http://www.euromontana.org)